



Initiatives menées par des migrants et migrantes en Andalousie, Espagne

Leçons tirées de l'auto-organisation des travailleuses et travailleurs migrants

Introduction

En novembre 2024, un atelier co-organisé par **PICUM, Andalucía Acoge** et **Mujeres Supervivientes** s'est tenu à Séville pour réunir des organisations dirigées par des migrants et migrantes d'Andalousie et des organisations membres du réseau PICUM venant de toute l'Europe. Leur objectif était d'échanger leurs expériences sur l'organisation en tant que travailleur-euse-s migrant-e-s, de discuter des droits du travail et des conditions de vie, et de réfléchir à des stratégies de résistance et d'action collective.

L'atelier a suivi une méthodologie participative, décidant collectivement comment travailler sur les questions et comment prendre des décisions de groupe à leur sujet. L'atelier a accordé une attention particulière aux contributions des organisations de migrant-e-s en



Défis et obstacles

Les migrant-e-s en situation irrégulière sont confrontés à un réseau dense d'obstacles systémiques, sociaux, organisationnels et politiques. L'absence de voies de régularisation, les lois discriminatoires sur l'immigration et la criminalisation du séjour irrégulier créent une insécurité permanente. Même lorsque des mécanismes juridiques sont en place, ils sont souvent bureaucratiques, incohérents et coûteux. La bureaucratie elle-même est souvent un obstacle, conduisant à l'invisibilité des migrant-e-s et à l'exclusion des services sociaux.

Sur le plan social, le racisme, la xénophobie, les barrières linguistiques et les stéréotypes perpétuent l'exclusion, tandis que les autorités de l'État peuvent agir en toute impunité et soumettre les migrant-e-s à des menaces, des rafles ou des abus. Parmi les problèmes courants, citons le manque d'accès au registre municipal, ce qui bloque l'accès au logement, à l'éducation et aux soins de santé.

Andalousie, actives dans des secteurs tels que les soins, l'hôtellerie et l'agriculture. Les participant-e-s ont activement contribué tout au long de l'atelier à des présentations, des discussions et des groupes de travail. Les déséquilibres de pouvoir potentiels ont été particulièrement abordés, tout en favorisant la collaboration entre une diversité d'acteurs et d'organisations. Les sessions se sont conclues par la rédaction collective d'un manifeste.

Ce document compile les principales réflexions, outils et revendications qui ont émergé lors de l'atelier. Il vise à documenter les connaissances générées, à amplifier les voix des initiatives participatives menées par les migrant-e-s et à soutenir le développement de réseaux, d'alliances politiques et de stratégies pratiques d'organisation collective et de plaidoyer.

S'organiser, c'est commencer à gagner, telle était la devise de cet échange d'apprentissage.

De nombreuses personnes travaillent sans contrat ou sont coincées dans des contrats à court terme, sans sécurité d'emploi, sans couverture en cas d'accident ou sans assurance maladie.

D'un point de vue organisationnel, l'épuisement professionnel est répandu parmi les militant-e-s migrant-e-s et leurs allié-e-s, en particulier face à la précarité persistante et aux financements limités. Les menaces physiques et symboliques qui pèsent sur l'organisation populaire, en particulier les initiatives menées par les migrants et migrantes, peuvent générer de la peur et entraver la participation politique. Les déséquilibres de pouvoir entre les grandes ONG et les groupes de base créent également des tensions. En outre, l'inclusion symbolique de la voix des migrant-e-s dans les processus politiques, associée au manque de reconnaissance de l'expérience vécue en tant qu'expertise, conduit à un plaidoyer fragmenté

et à des exigences édulcorées. D'un point de vue politique, les discours de *sécurisation*, la mise en œuvre du Pacte de l'UE sur l'asile et la migration

et les discours populistes anti-migrants constituent une menace directe pour l'élaboration de politiques inclusives et les espaces sûrs pour l'organisation.

L'importance des espaces d'entraide

Les participant-e-s ont identifié les espaces de soutien mutuel comme étant essentiels pour se renforcer en tant qu'individus et organisations dans le cadre de leur travail global. Ces espaces sont des plateformes essentielles pour renforcer la confiance, la résilience et l'organisation collective entre les communautés de sans-papiers et de migrant-e-s. Ces espaces peuvent être à la fois physiques (centres communautaires, logements coopératifs, cuisines partagées) et numériques (groupes WhatsApp, réseaux sociaux), mais aussi symboliques (espaces de contes, collectifs culturels, campagnes militantes). En particulier pour les personnes récemment arrivées ou sans statut de résident régulier, ces espaces offrent un point d'entrée pour accéder à l'information, construire des liens sociaux et renforcer les solidarités émotionnelles et politiques.

Ces espaces ne sont pas seulement destinés à l'assistance, ils sont politiques. Ils permettent aux gens d'agir en tant que sujets politiques plutôt qu'en tant que bénéficiaires passifs. Ils renforcent l'action et fournissent une base collective pour résister à l'invisibilité, à la violence institutionnelle et aux systèmes d'exploitation. Les environnements de soutien mutuel permettent également les échanges intergénérationnels et la guérison communautaire, en reconnaissant les vulnérabilités spécifiques des femmes, des enfants, des migrant-e-s racialisé-e-s, des personnes queer et d'autres personnes structurellement exclues. Ces espaces protègent également contre les menaces symboliques et physiques dirigées contre les organisations dirigées par des migrants et migrantes et leurs alliés, en particulier lorsqu'elles remettent en question les récits dominants.

Le rôle des organisations

Les organisations, en particulier les ONG et les réseaux de la société civile, peuvent jouer un rôle clé de facilitation, mais elles doivent le faire avec soin et réflexion. Leur participation devrait se concentrer sur la création d'espace, et non sur son occupation. À cette fin, il est nécessaire de passer d'une logique de prestation de services à une approche basée sur la coopération et la

solidarité, dans laquelle les migrantes et migrants ne sont pas des destinataires passifs, mais des protagonistes de la configuration et de la direction du travail.

Les organisations peuvent apporter leur soutien en fournissant une assistance juridique, en facilitant l'accès à des espaces de réunion sûrs, en proposant des formations sur les droits du travail, en soutenant les initiatives de sécurité au travail et en documentant les cas d'exploitation ou d'abus.

Les syndicats sont des acteurs essentiels dans ce contexte : il existe des pratiques prometteuses dans lesquelles les syndicats ont servi de plateformes permettant aux travailleur-euse-s migrant-e-s de s'organiser, de se représenter et de revendiquer leurs droits au sein de structures institutionnelles préexistantes. La collaboration avec les



syndicats est particulièrement pertinente pour améliorer la pratique des inspections du travail, en particulier pour s'assurer que ces inspections se concentrent sur l'application des normes du travail et non sur le contrôle de l'immigration. L'absence de pare-feu et de mécanismes de protection dissuade souvent les travailleuses et travailleurs migrants exploités de se manifester.

Cependant, les asymétries de pouvoir et les inégalités structurelles au sein même des syndicats doivent être reconnues. Les migrant-e-s restent souvent sous-représenté-e-s ou exclu-e-s des espaces de leadership et de décision. Par conséquent, si la collaboration doit être renforcée, il faut éviter de reproduire les hiérarchies institutionnelles ou d'omettre les voix de la base. Au-delà de la prestation de services, les organisations ont la responsabilité de promouvoir

un changement systémique. Il s'agit notamment de remettre en question les discours criminalisants, de faire pression pour des cadres de régularisation inclusifs et de construire des alliances à long terme avec les mouvements dirigés par des migrants et migrantes.

L'autoréflexion est également essentielle : les structures de gouvernance sont-elles inclusives ? Les ressources sont-elles réparties équitablement ? Des dynamiques extractives ou descendantes sont-elles reproduites ? La légitimité organisationnelle dépend du travail avec les communautés affectées, et non pour elles, en se concentrant sur les soins, la dignité et l'autonomie politique. Les ONG doivent également s'attaquer activement aux obstacles internes qui empêchent les sans-papiers d'accéder aux postes de décision et de direction.

Stratégies collectives

Les stratégies collectives doivent être basées sur l'expérience vécue et adaptées à différents contextes. En substance, ces stratégies appellent à la régularisation en tant que droit structurel et non en tant que récompense. L'organisation dirigée par des migrant-e-s se concentre sur le démantèlement des systèmes d'exploitation, l'amplification de la résistance collective et la création de nouvelles formes de solidarité. Il s'agit par exemple de plaintes juridiques coordonnées, d'une organisation sectorielle (par exemple, le travail domestique, l'agriculture, l'hôtellerie), de partenariats stratégiques avec des syndicats et de la création de coalitions entre les mouvements syndicaux, féministes, antiracistes et queer. L'autonomisation juridique (ateliers sur la connaissance des droits, accès à des avocats, documentation des dossiers) est essentielle pour protéger les personnes et renforcer le pouvoir collectif.

La flexibilité et la collaboration horizontale sont essentielles. Bien que le plaidoyer international puisse être puissant, l'organisation au niveau local mène

souvent à des victoires tangibles, telles que l'accès au logement, aux permis de travail ou aux protections contre l'expulsion. Parfois, un silence stratégique ou une invisibilité peut être nécessaire pour éviter un retour de bâton. Les campagnes doivent se concentrer sur les personnes les plus touchées et éviter de fragmenter le mouvement entre migrant-e-s « méritant-e-s » et « non méritant-e-s ». L'autoreprésentation est essentielle : qui parle au nom de la communauté ? L'éducation par les pairs et le renforcement du leadership sont essentiels pour changer la dynamique du pouvoir. À tous les niveaux, il est essentiel de construire des alliances sans compromettre l'autonomie.



Travailler *ensemble* pour les droits de tous et toutes

Travailler *ensemble*, c'est reconnaître que les droits ne sont pas accordés d'en haut, mais qu'ils sont revendiqués collectivement. Il s'agit de centrer les voix des personnes directement touchées, de rejeter les récits fondés sur le mérite (par exemple, seuls les migrant-e-s « utiles » méritent des droits) et de remettre en question les logiques étatiques qui divisent et catégorisent les migrants et migrantes en fonction des besoins du marché du travail ou des intérêts géopolitiques. Les droits ne doivent pas dépendre de la paperasserie, de la nationalité ou de la contribution économique, mais de la dignité humaine et des principes fondamentaux de justice, de soin et d'équité.

Pour construire un avenir fondé sur la justice collective, les stratégies doivent favoriser l'éducation politique, les objectifs communs de plaidoyer et la participation directe aux processus politiques. Il s'agit notamment de renforcer la documentation communautaire, de promouvoir le leadership parmi les sans-papiers et de mobiliser des solidarités transversales. Il est essentiel de comprendre toutes les implications du pacte de l'UE sur l'asile et la migration pour protéger les droits durement acquis et résister à leur recul. Des campagnes telles que « *Rien sur nous sans nous* » résumant l'exigence d'une participation authentique. En fin de compte, travailler ensemble n'est pas seulement une tactique, c'est une vision d'une société plus juste et inclusive qui refuse de normaliser l'exploitation, l'invisibilité et la négligence structurelle.



Portefeuille d'initiatives menées
par des migrantes et migrants en
Andalousie, Espagne

AMIA Asociación de Mujeres Inmigrantes

Fondée en 2005

Lieu : Huelva, Espagne

Contact : [ici](#)



Objectif

Insertion sociale et professionnelle et défense des droits des femmes migrantes, en particulier des travailleuses agricoles saisonnières.



Activités

- Elle offre des conseils juridiques et en matière d'immigration, mais offre aussi de l'accompagnement vers les services publics et de la médiation linguistique.
- Elle soutient les femmes victimes de violences basées sur le genre, en coordination avec les services sociaux et les forces de l'ordre.
- Elle fournit une aide alimentaire à plus de 300 familles chaque année, en particulier aux mères célibataires aux ressources limitées.
- Elle organise des ateliers d'insertion culturelle et professionnelle, tels que la certification en sécurité alimentaire et des sessions de cuisine pour mélanger les cuisines espagnoles et internationales.
- Elle mène des campagnes de sensibilisation antiraciste et promeut la compréhension interculturelle.



Impact

AMIA est une bouée de sauvetage pour des centaines de femmes migrantes à Huelva, dont beaucoup arrivent dans des conditions d'extrême vulnérabilité, sans réseaux ni connaissance de leurs droits. Opérant à partir d'un espace modeste pouvant compter jusqu'à 50 bénévoles selon la saison, AMIA accompagne les femmes de leur arrivée jusqu'à leur pleine intégration sociale. Son travail favorise la dignité, la sécurité et les opportunités, atteignant les femmes au Maroc, en Amérique latine, en Roumanie et ailleurs.

Asociación de Mujeres Migrantes por la Igualdad (AMMI)

Fondée en 2022

Lieu : Séville, Espagne

Contact : [ici](#)



Objectif

Autonomisation, défense des droits des femmes et des migrantes, et inclusion sociale des femmes migrantes en Andalousie.



Activités

- Elle organise des ateliers et des forums qui abordent la violence sexiste, les droits du travail et la participation politique.
- Elle collabore avec des réseaux tels que Aliadas por la Cuidanía pour promouvoir les droits aux soins et les politiques antiracistes et féministes.
- Elle offre une formation et un soutien aux femmes migrantes pour qu'elles deviennent des défenseuses des droits humains et des leaders communautaires.
- Elle participe à des campagnes de sensibilisation du public pour lutter contre les discriminations et promouvoir la compréhension interculturelle.



Impact

L'AMMI sert de plateforme aux femmes migrantes pour exprimer leurs expériences et plaider en faveur d'un changement systémique. À travers ses initiatives, l'organisation favorise le leadership, la résilience et la solidarité entre ses membres, contribuant ainsi à une société plus inclusive et équitable en Andalousie.

Asociación Nuevos Ciudadanos por la Interculturalidad (ASNUCI)

Fondée en 2009

Lieu : Lepe, Huelva, Espagne

Contact : [ici](#)



Objectif

Promotion, soutien et autonomisation des travailleur-euse-s migrant-e-s, en particulier celles et ceux originaires d'Afrique subsaharienne et du Maghreb, en promouvant l'interculturalité et l'inclusion sociale.



Activités

- Elle gère un centre de jour pour les travailleur-euse-s migrant-e-s saisonnier-ère-s, qui offre des services essentiels : douches, blanchisserie, accès à Internet et stations de recharge mobile.
- Elle fournit une assistance juridique et un soutien dans les processus de régularisation, y compris les documents de résidence et d'emploi.
- Elle organise des cours d'espagnol et des ateliers éducatifs pour faciliter l'intégration.
- Elle plaide pour des conditions de vie décentes, notamment la construction d'abris temporaires pour les travailleuses et travailleurs saisonniers.
- Elle collabore avec des organisations locales et régionales pour sensibiliser aux défis auxquels sont confrontées les communautés migrantes.



Impact

ASNUCI a joué un rôle clé dans l'amélioration de la vie des travailleur-euse-s migrant-e-s à Huelva, en offrant des services essentiels qui répondent aux besoins immédiats et à l'intégration à long terme. Leurs initiatives ont permis d'accroître la visibilité des questions liées aux migrant-e-s, influençant les débats politiques aux niveaux local et européen. Les efforts de l'organisation ont permis d'offrir des conditions de vie plus sûres, un soutien juridique et des possibilités d'éducation.

Asociación Senegal Onubense

Fondée en 2021/22

Lieu : Huelva, Espagne

Contact : [ici](#)



Objectif

Promouvoir l'intégration sociale et professionnelle des Sénégalais-es et des autres communautés migrantes à Huelva, en défendant les droits humains et en encourageant le dialogue interculturel.



Activités

- Elle fournit des services d'appui aux migrant-e-s sans papiers, y compris une assistance dans les démarches administratives et l'accès aux ressources sociales.
- Elle organise des activités culturelles, sociales et éducatives pour promouvoir l'intégration et la compréhension mutuelle entre les communautés.
- Elle est engagée dans un travail de plaidoyer pour défendre les droits des migrant-e-s et lutter contre les discriminations.
- Elle collabore avec les autorités et les organisations locales pour améliorer les conditions de vie des populations migrantes.
- Elle crée un réseau de soutien communautaire, en collaboration avec la banque alimentaire pour aider les personnes dans le besoin.
- Elle participe à des projets Erasmus+, tels que le projet KA2 2022 « Our Engagement with Partnerships : New Approaches to Precariousness and for Inclusion », axé sur le soutien aux groupes vulnérables en explorant des approches innovantes en matière d'inclusion et de lutte contre la précarité.



Impact

L'association soutient les groupes défavorisés en promouvant l'intégration et les droits des immigrés à Huelva, l'égalité des sexes et la participation des femmes dans tous les domaines de la vie. Elle réalise des projets de coopération sociale, culturelle, sportive, environnementale et internationale, désormais depuis son nouveau siège.

Asociación Sevilla Negra

Fondée en 2023

Lieu : Séville, Espagne

Contact : [ici](#)



Objectif

Préserver et promouvoir la mémoire historique des communautés noires et afro-descendantes de Séville, en défendant leurs droits et en encourageant le dialogue interculturel.



Activités

- Elle organise le circuit « Sevilla Negra », un itinéraire décolonial qui met en lumière l'histoire afro-descendante de la ville.
- Elle développe des projets culturels tels que l'« Aula I » pour le soutien éducatif et le « Football solidaire » pour favoriser la cohésion communautaire.
- Elle organise des événements tels que « African Expo » et « ExplorArte » pour célébrer la culture et les arts africains.
- Elle organise des ateliers, des séminaires et des campagnes de sensibilisation au racisme et de promotion de l'éducation antiraciste.
- Elle collabore avec des organisations locales et nationales pour renforcer les réseaux et le soutien à la communauté afro-descendante.



Impact

L'Association Sevilla Negra sert de plate-forme pour la communauté afro-descendante de Séville, en donnant de la visibilité à leurs expériences historiques et contemporaines. Par ses initiatives, l'association favorise un sentiment d'identité et d'appartenance, défie le racisme systémique et contribue à une société plus inclusive.

Asociación Tierra Matria

Fondée en 2001

Lieu : Malaga, Espagne

Contact : [ici](#)



Objectif

Autonomisation, inclusion et plaidoyer des femmes migrantes colombiennes en Espagne, à travers des initiatives culturelles, communicatives et coopératives.



Activités

- Elle organise des événements culturels et des ateliers pour promouvoir le patrimoine latino-américain et favoriser l'intégration communautaire.
- Elle fournit un soutien et des conseils aux femmes migrantes confrontées à des défis liés à la violence basée sur le genre, à l'emploi et à l'inclusion sociale.
- Elle mène des programmes de communication, y compris des segments radiophoniques, pour sensibiliser et partager des histoires sur les expériences des migrantes.
- Elle collabore avec des entités locales et régionales pour défendre les droits des communautés migrantes et influencer les politiques publiques.
- Elle participe à des forums et des réseaux, tels que le IIe Forum andalou de la citoyenneté, pour débattre et aborder les questions qui touchent les femmes migrantes.



Impact

L'association Tierra Matria est devenue une plateforme pour les femmes migrantes colombiennes à Malaga, en leur fournissant des ressources clés, un soutien et un sentiment d'appartenance à la communauté. Grâce à ses programmes à multiples facettes, l'association donne aux femmes les moyens de surmonter les défis, de célébrer leurs identités culturelles et de participer activement à la société. Ses efforts de plaidoyer contribuent à des conversations plus larges sur la migration, l'égalité des sexes et la justice sociale en Espagne.

Grupo Artemisa Migrante y Refugiada

Fondée en 2019

Lieu : Établie à l'origine à Barcelone, avec des activités s'étendant à Huelva et à d'autres régions d'Espagne.

Contact : [ici](#)



Objectif

Autonomiser et défendre les femmes migrantes et réfugiées, en s'attaquant aux défis intersectionnels liés à la migration, au genre et à la violence institutionnelle.



Activités

- Il organise des ateliers et des groupes de soutien axés sur des sujets tels que la littératie numérique, les droits juridiques et l'autonomisation personnelle.
- Il offre de l'entraide, y compris la distribution de nourriture et le partage des ressources, pour soutenir les femmes en situation de précarité.
- Il participe aux efforts de plaidoyer visant à mettre en évidence et à combattre la violence institutionnelle et les obstacles systémiques qui touchent les femmes migrantes.
- Il collabore avec d'autres organisations et réseaux pour amplifier les voix et les droits des femmes migrantes et réfugiées.



Impact

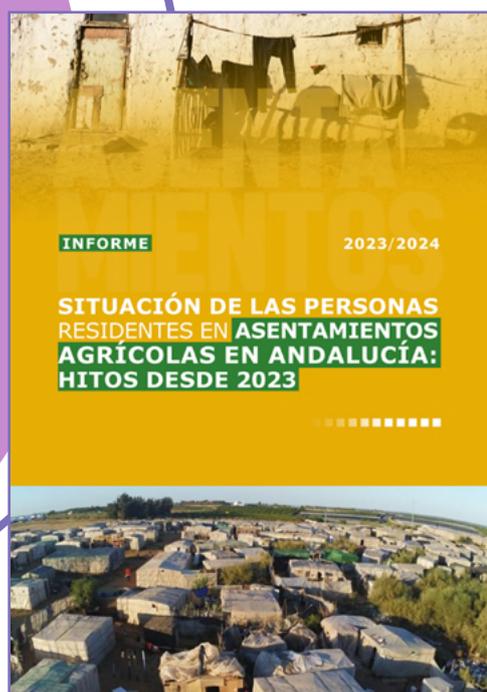
Grupo Artemisa Migrante y Refugiada sert de système de soutien aux femmes migrantes et réfugiées en Espagne, en offrant des ressources, une communauté et une plateforme de plaidoyer. En s'attaquant aux défis uniques auxquels ces femmes sont confrontées, le groupe favorise la résilience, l'autonomisation et l'inclusion sociale.

Jornaleras en Asentamientos de Huelva

Lieu : Huelva, Espagne

Plus d'info : [ici](#)

Quartiers informels où résident des milliers de travailleur-euse-s migrant-e-s qui travaillent dans le secteur de l'agriculture intensive de la province, en particulier dans les champs de fraises. Ces habitats existent depuis plus de 25 ans, caractérisés par des maisons construites en plastique, en bois et en carton, dépourvues de services de base tels que l'eau, l'électricité et l'assainissement.



→ [Rapport annuel d'Andalucía Acoge sur ces quartiers](#)



Objectif

Soutenir la survie, la dignité et les droits des femmes paysannes migrantes dans le secteur agricole de Huelva.



Activités

- Malgré les conditions difficiles, les résident-e-s ont lancé des projets autogérés pour améliorer leur situation. Un exemple notable est l'école Pakita, une initiative éducative autonome au sein des habitats qui propose des cours d'espagnol et des programmes d'alphabétisation. Cette école est organisée par des femmes migrantes elles-mêmes, dans le but d'autonomiser leur communauté par l'éducation.
- Réseaux de soutien mutuel pour les besoins de base, souvent en collaboration avec des groupes tels que l'ASNUCI.
- Promotion de l'accès à l'eau, au logement et aux droits du travail.



Impact

Ces femmes vivent dans une précarité extrême, sans eau courante ni logement sûr. Cependant, elles ont construit de puissantes structures populaires pour l'apprentissage, la solidarité et la résistance. Des initiatives telles que l'école Pakita ont aidé de nombreuses personnes à obtenir des papiers et de meilleurs emplois.

Maternidades Negroafricanas

Fondée il y a environ 15 ans (réseau informel)

Lieu : Huelva, Espagne



Objectif

Soutien mutuel, soins et solidarité entre les femmes migrantes africaines noires.



Activités

- Elle anime un réseau de solidarité de 44 femmes qui versent 5 €/mois à un fonds d'urgence commun.
- Elle offre des services informels de garde d'enfants, un soutien émotionnel et un accompagnement aux femmes en situation de vulnérabilité.
- Elle crée des espaces de communauté, de loisirs et de confiance pour les mères migrantes africaines.



Impact

Depuis plus d'une décennie, les Maternités d'Afrique Noire sont une structure de soutien vitale pour les femmes africaines confrontées à l'isolement et à la précarité. Grâce à des ressources partagées et à des soins collectifs, elles renforcent la résilience, l'appartenance et la dignité.

Mujeres Cuidadoras Sin Papeles de Igualeja

Fondée vers 2020

Lieu : Igualeja, Malaga, Espagne

Contact : [ici](#)



Objectif

Autonomisation et plaidoyer des femmes migrantes sans papiers dans les secteurs domestiques et des soins.



Activités

- Elle offre une formation sur les droits du travail, les soins personnels et l'autonomisation collective.
- Elle participe au plaidoyer public pour lutter contre la violence institutionnelle et promouvoir des voies de régularisation.
- Elle propose des réseaux d'entraide pour lutter contre l'isolement et l'exploitation.
- Elle collabore avec d'autres organisations pour amplifier la voix des aidantes migrantes.



Impact

Le partenariat favorise la solidarité et la résilience parmi les femmes migrantes sans papiers. Par l'éducation et la défense des droits, elle conteste les injustices systémiques et œuvre pour une société plus inclusive.

Mujeres Supervivientes

Fondée en 2012

Lieu : Séville, Espagne

Contact : [ici](#)



Objectif

Autonomisation et plaidoyer des femmes migrantes survivantes de violences structurelles et basées sur le genre, en mettant l'accent sur le travail décent et la justice alimentaire.



Activités

- Elle gère une salle à manger communautaire tous les mercredis à la Casa Grande del Pumarejo, qui sert d'espace de nourriture et de solidarité.
- Elle fournit un soutien juridique, psychologique et économique aux femmes, y compris celles qui n'ont pas de statut régulier.
- Elle plaide et publie des rapports sur la violence structurelle à l'égard des femmes migrantes, participant à des réseaux internationaux tels que PICUM.



Impact

Mujeres Supervivientes a créé un réseau de soutien pour les femmes migrantes à Séville, transformant les expériences de violence en autonomisation collective. Leurs initiatives favorisent la résilience, la communauté et la défense d'un changement systémique.

Sirirí + Asociación Nosotras Granada

Fondée en 2018

Lieu : Grenade , Espagne

Contact : [ici](#)



Objectif

Autonomisation et plaidoyer des travailleurs et travailleuses domestiques et des soins, principalement des femmes migrantes, en mettant l'accent sur les droits du travail et la justice sociale.



Activités

- Elle a créé un fonds de solidarité (« Fonds de résistance ») pour soutenir les travailleurs et travailleuses domestiques et les aides aux personnes touchées par la perte d'emploi ou la réduction du temps de travail, en particulier pendant les crises telles que la pandémie de COVID-19.
- Elle organise des ateliers et des sessions de formation sur les droits du travail, l'autogestion de la santé et l'autonomisation.
- Elle collabore avec des organisations locales pour plaider en faveur de changements de politiques et de meilleures conditions de travail pour les travailleur-euse-s domestiques.
- Elle participe à des manifestations publiques et à des campagnes de sensibilisation pour souligner le rôle essentiel du travail de soins dans la société.



Impact

Grâce à l'entraide, à l'éducation et au plaidoyer, elle a permis aux travailleuses et travailleurs de revendiquer leurs droits et de lutter contre les inégalités structurelles.

Les membres de PICUM ayant participé à l'échange d'apprentissage

L'échange d'apprentissage à Séville était une initiative visant à rassembler les membres de PICUM de toute l'Europe (y compris deux organisations membres basées en Espagne) ainsi que des initiatives menées par des migrant-e-s en Andalousie. Cette rencontre a favorisé un riche échange de perspectives, tant géographiques qu'organisationnelles, qui a approfondi l'analyse des points communs et des particularités des expériences des travailleur-euse-s migrant-e-s.

Les membres suivants de PICUM ont participé à l'échange d'apprentissage :

- **Arbeit und Leben Berlin Brandenburg e.V.**: Arbeit und Leben promeut la justice sociale, l'égalité des chances et la solidarité par le biais d'activités d'éducation et de conseil en Allemagne.
- **SIP - Association pour l'intervention juridique** : La SIP défend et mène des recherches sur les droits des migrant-e-s en Pologne.
- **Centre d'aide juridique Voice en Bulgarie** : Le centre d'aide juridique fournit une assistance juridique aux migrant-e-s, aux réfugié-e-s et aux demandeur-euse-s d'asile en Bulgarie, et défend leurs droits.
- **CONVIVE Fundación Cepaim** : Cepaim promeut des sociétés inclusives et s'efforce de promouvoir les droits des groupes marginalisés, en particulier les migrant-e-s, en Espagne.
- **FairWork** : FairWork Pays-Bas lutte contre l'esclavage moderne aux Pays-Bas en se concentrant sur l'accompagnement des victimes, l'autonomisation des travailleur-euse-s migrant-e-s, la formation des professionnel-le-s et le plaidoyer pour l'amélioration structurelle de la situation des travailleur-euse-s migrant-e-s.
- **FAIRWORK Belgium** : FAIRWORK Belgium s'engage pour l'amélioration des conditions de travail des travailleur-euse-s sans papiers en Belgique.
- **Federación Andalucía Acoge** : La Federación Andalucía Acoge promeut les droits des migrant-e-s et œuvre pour leur inclusion en Espagne.
- **FLEX – Focus sur l'exploitation du travail** : FLEX lutte contre l'exploitation du travail au Royaume-Uni par la recherche, l'influence politique, l'engagement des entreprises et le travail avec les personnes touchées ou à risque d'exploitation par le travail.
- **Génération 2.0 pour les droits, l'égalité et la diversité** : La génération 2.0 RED défend les droits des groupes marginalisés en Grèce. En particulier, elle soutient les migrant-e-s par le biais de conseils juridiques et de médiation interculturelle.
- **Communauté de Côte d'Ivoire de Grèce** : La Communauté de Côte d'Ivoire de Grèce apporte un soutien aux migrant-e-s africain-e-s en Grèce et œuvre pour leur intégration.
- **JRS – Service Jésuite des Réfugiés de Malte** : Le JRS de Malte offre un soutien juridique, psychosocial et autre aux demandeur-euse-s d'asile à Malte.
- **KISA** : KISA promeut les droits des migrant-e-s et des réfugié-e-s à Chypre.
- **Le Monde des Possibles** : Le Monde des Possibles promeut l'inclusion sociale des groupes marginalisés en Belgique.
- **MRN – Migrant Rights Network** : Le Migrant Rights Network promeut les droits des migrant-e-s et fait campagne pour la justice pour les migrant-e-s au Royaume-Uni.
- **Mujeres Supervivientes** : Mujeres Supervivientes aide les femmes qui ont subi des violences sexistes en Espagne, en leur fournissant des conseils juridiques et un soutien émotionnel.
- **Fondation Ocalenie** : La Fondation Ocalenie soutient les migrant-e-s dans la construction d'une nouvelle vie en Pologne par le biais de programmes d'inclusion, de soutien communautaire et d'initiatives de sensibilisation du public.
- **SolidarityNow** : SolidarityNow vise à améliorer la vie des gens et à leur donner les moyens de créer une société juste et inclusive. Ils fournissent des services sociaux et éducatifs, aident à la justice et à entrer sur le marché du travail, tout en renforçant la cohésion sociale.

Le Manifeste de Séville : La voix des travailleuses et travailleurs migrants de Séville et d'ailleurs

À l'occasion de la Journée des travailleur-euse-s, le 1er mai 2025, nous publions le Manifeste de Séville pour attirer l'attention et s'inspirer des expériences de lutte et de résistance des travailleur-euse-s migrant-e-s à travers l'Europe et en Andalousie en particulier. Le manifeste se fonde sur les principales conclusions et recommandations de la réunion « Enseignements sur l'organisation des travailleur-euse-s migrant-e-s », qui s'est tenue à Séville en 2024 et a réuni 12 associations dirigées par des migrant-e-s travaillant en Andalousie, ainsi que 15 autres organisations de défense des droits des migrant-e-s de 10 pays (Belgique, Bulgarie, Malte, Grèce, Pologne, Royaume-Uni, Allemagne, Espagne, Chypre et Pays-Bas). Organisé par PICUM, Mujeres Supervivientes et Andalucía Acoge, l'atelier s'est concentré sur les multiples expériences de lutte et de résistance des travailleur-euse-s migrant-e-s dans différents secteurs de l'Andalousie – tels que le travail domestique et les soins, l'agriculture et l'hôtellerie – et a analysé comment ces expériences se reflètent et diffèrent à travers l'UE. Nous soulignons comment les réseaux d'entraide sont tissés par les habitant-e-s des quartiers et des villes, et comment toutes ces expériences, qui naissent de la vie dans des contextes hostiles, parviennent à honorer et à faire progresser les droits de leurs membres.

Ce manifeste reflète les contributions de tous les participants et participantes, en exposant les principales conclusions et recommandations.

De multiples obstacles à l'accès aux droits et aux services associés

Au quotidien, les migrant-e-s sont confrontés à des obstacles à l'accès à l'information, à l'état civil, aux services et à la régularisation qui violent leurs droits fondamentaux. L'absence d'une perspective intersectionnelle ignore comment diverses oppressions et/ou situations interagissent, créant une plus grande exclusion.

À ces obstacles s'ajoutent la discrimination raciale et la violence structurelle, tant sociale qu'institutionnelle, qui perpétuent les inégalités et conduisent à des violations des droits tels que l'absence de contrats de travail, l'accès à la justice et un logement décent, où les rejets systématiques des demandes de location sont courants. Dans ce contexte, l'une des situations les plus graves est la précarité des conditions dans les campements où vivent les travailleur-euse-s agricoles, reflet d'une réalité de violence structurelle en Andalousie. Dans le domaine de l'éducation, les enfants migrant-e-s sont victimes de harcèlement, tandis que les qualifications et les connaissances des professionnel-le-s sont délégitimées, ce qui les relègue à des emplois mal rémunérés et exploitants.

Exploitation sur le lieu de travail

L'exploitation est alarmante : des heures de travail extrêmement longues, des salaires inférieurs aux normes minimales et fréquemment retenus et volés par les employeurs, l'absence de contrats et l'absence de mesures de sécurité sont courantes. Les femmes migrantes, en particulier, sont vulnérables aux abus et aux menaces d'ordre sexuel. La situation est encore aggravée par les barrières linguistiques, qui rendent la communication difficile dans les services essentiels, et le manque d'information sur les droits et les ressources disponibles, laissant de nombreuses personnes dans des situations d'extrême vulnérabilité. La peur de représailles et/ou d'expulsion paralyse celles et ceux qui souhaitent signaler les abus et demander réparation par le biais de mécanismes formels. Cela rend également encore plus invisibles leurs réalités spécifiques, telles que celles des migrant-e-s LGBTQIA+.

La force de la résistance et des alliances

Malgré ce sombre tableau, la force du collectif émerge comme une possibilité d'alliances politiques et humaines pleines d'espoir, le genre d'espoir qui soutient et anime la lutte. Les réseaux et les alliances communautaires ont montré que le travail collectif permet la résistance et les demandes de changement. Les « juntanza » sont des espaces d'autonomisation où l'on partage des histoires, où l'on élabore des stratégies et où l'on renforce le leadership inclusif. La collaboration entre les migrant-e-s et les communautés autochtones favorise des récits plus justes et représentatifs. En outre, il est essentiel d'augmenter les espaces de formation et d'information pour promouvoir un activisme informé, nécessaire pour lutter contre ces injustices.

L'avenir exige un changement structurel

Nous devons repenser le langage et la rhétorique utilisés pour montrer plus de respect aux migrant-e-s, qui sont détenteur-trice-s de dignité, et pour renforcer les capacités communautaires et soutenir les organisations pour parvenir à l'émancipation politique. Il est crucial de développer des stratégies collectives telles que des campagnes médiatiques, des alliances avec les syndicats et des espaces sûrs pour la mobilisation et l'activisme politique. Les jeunes migrant-e-s doivent également être autorisé-e-s à participer activement à ces espaces et à ces actions, en étant les protagonistes et les voix de leurs propres revendications légitimes. L'organisation communautaire et la visibilité de ces réalités non seulement promeuvent les droits fondamentaux, mais renforcent également les affections et la force politique du tissu associatif qui profite à tous et toutes dans la construction d'une société diversifiée, plus juste et plus égalitaire.

Changements nécessaires

Il est essentiel de créer des processus participatifs pour établir des réseaux entre les migrant-e-s. Ces processus doivent également favoriser des alliances politiques horizontales et démocratiques avec un éventail d'organisations afin de travailler ensemble à l'édification d'une société qui célèbre la diversité et lutte contre le racisme. Nous aspirons à un avenir de bien commun, auquel tout le monde, y compris les migrant-e-s, peut appartenir. Un avenir de droits, sans rendre personne invisible, discriminant ou instrumentalisant. Accepter la diversité culturelle et sociale pour une coexistence respectueuse, amicale et bienveillante. Cette unité nous permettra de lutter contre l'exploitation et les autres violations des droits du travail et des droits de la personne commises par les employeurs sur le lieu de travail.

Il est essentiel de mettre en place des mécanismes de signalement et de recours sûrs et efficaces pour garantir que les victimes de telles situations ne risquent pas d'être expulsées et soient protégées. À cet égard, la recherche et les acteur-trice-s extérieur-e-s peuvent soutenir la fourniture d'informations, la détection, l'identification et la notification. Le rôle des syndicats et des autorités du travail est fondamental.

Pour toutes ces raisons, les entités signataires exigent que les institutions publiques en Espagne et en Europe en général remplissent leurs fonctions et nous les exhortons à :

- Veiller à ce que les victimes de violations des droits du travail et de violences disposent de mécanismes sûrs et efficaces pour signaler et accéder à des recours et à des réparations, en protégeant les migrant-e-s contre les représailles et l'expulsion, et en incluant un soutien extérieur.
- Renforcer et élargir les voies de régularisation, en simplifiant les procédures et en éliminant les obstacles bureaucratiques impossibles à surmonter pour de nombreuses personnes qui travaillent dans des secteurs précaires.
- Garantir l'accès aux droits fondamentaux tels que les soins de santé, l'éducation et le logement, tant en droit qu'en pratique. En Espagne, l'application effective du droit d'enregistrement dans toutes les

municipalités. Il est crucial de veiller à ce que les migrant-e-s ne soient pas victimes de discrimination et qu'il-elle-s puissent accéder à leurs droits fondamentaux et à la régularisation.

- Promouvoir des canaux de financement accessibles pour les organisations de base et des espaces d'éducation et d'activisme communautaire qui favorisent l'autonomisation collective et la lutte contre la discrimination.

Nous résistons, nous soutenons et nous marchons
ensemble avec force vers l'avenir. 

© PICUM, 2025

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien de :



Co-funded by the
European Union



Financé par l'Union européenne. Les opinions exprimées n'engagent que leur auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Union européenne ou du Programme pour l'emploi et l'innovation sociale « EaSI » (2021-2027). Ni l'Union européenne ni l'autorité subventionnaire ne peuvent en être tenues responsables.



PICUM

For undocumented migrants,
for social justice.

Rue du Congres 37,
1000 Brussels, Belgium
+32 2 883 68 12
info@picum.org
www.picum.org